

F. 98 — 3348

[C - 98/27680]

**5 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif aux règles d'indemnisation par la Région wallonne des dommages causés par des déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 44;  
Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 10 juin 1997;  
Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 6 octobre 1997;  
Vu l'avis de la Commission des déchets;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Aux termes du présent arrêté, on entend par :

- 1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 2° Office : l'Office wallon des Déchets visé à l'article 34 du décret;
- 3° Ministre : le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Il appartient au demandeur en réparation d'établir qu'il a subi un dommage causé par des déchets.

§ 2. Sont réparables au sens du présent arrêté :

1° les dommages dont la première manifestation objective est constatée après l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° les dommages non repris au 1° dont le Gouvernement autorise la réparation par décision motivée liée à la gravité de la situation.

§ 3. Ne sont pas réparables au sens du présent arrêté :

1° les dommages même moraux résultant des incapacités temporaires, et les frais de toute nature qui s'y rapportent;

2° les dommages résultant des incapacités permanentes inférieures à 15 %, et les frais de toute nature qui s'y rapportent;

3° les dommages résultant directement d'une chute de déchets, du heurt ou du choc dus à la présence de déchets;

4° les dommages causés à l'installation qui est la source de la pollution, ou les dommages aux biens se trouvant sur le site de celle-ci et placés sous le contrôle de l'exploitant;

5° les dommages résultant des préjudices matériels consécutifs aux études, analyses, prélèvements ou travaux réalisés par les autorités publiques dans le cadre de la politique des déchets ou de la remise en état de sites contaminés;

6° les intérêts compensatoires et moratoires.

§ 4. Pour être réparable au sens du présent arrêté, le dommage doit :

1° résulter de l'atteinte à un intérêt personnel et légitime;

2° être certain;

3° ne pas avoir déjà fait l'objet d'une réparation à la suite de l'intervention d'un organisme de droit public ou privé;

4° avoir été subi sur le territoire de la Région.

Le dommage est réputé avoir été subi sur le territoire de la Région lorsque la victime se trouvait sur ce territoire au moment où elle a été exposée aux effets nocifs des déchets. En cas de préjudice par répercussion, cette condition doit être vérifiée dans le chef de la victime directe.

**Art. 3.** Dans l'appréciation de la preuve du lien de causalité, il est tenu compte du risque accru de provoquer le dommage inhérent à la présence de déchets dans le voisinage de la victime.

Il appartient à la personne lésée d'établir de façon vraisemblable le lien entre son établissement ou son séjour en Région wallonne et le dommage dont elle se prévaut.

CHAPITRE III. — *Règles d'évaluation*

**Art. 4.** L'évaluation des dommages prend pour base les critères et les méthodes de réparation applicables en droit commun de la responsabilité civile.

En ce qui concerne l'étendue de la réparation, le Ministre n'est toutefois pas tenu par le principe de la réparation intégrale. Il statue en équité, compte tenu de toutes les circonstances, notamment l'ampleur et la gravité des intérêts lésés, les dangers qu'une absence de réparation ou qu'une réparation tardive feraient courir à la sécurité publique, à la santé publique ou à l'environnement ainsi que les ressources financières des victimes.

**Art. 5.** Le montant de l'indemnité attribuée par le Ministre ne peut dépasser les limites suivantes :

1° un million de francs par victime pour les dommages résultant d'une atteinte à l'intégrité physique, y compris les dommages moraux;

2° six cent mille francs par victime pour les dommages résultant d'une atteinte aux biens, à l'exclusion des dommages moraux subis par répercussion.

CHAPITRE IV. — *Procédure*

**Art. 6.** Préalablement à l'introduction de sa demande, le demandeur doit :

1° avoir porté plainte auprès des autorités compétentes;

2° avoir introduit préalablement à sa demande d'indemnisation tous les recours civils permettant d'obtenir réparation des dommages causés par des déchets, pour autant que ceux-ci présentent une chance raisonnable de succès.

**Art. 7.** La demande en réparation est adressée en double exemplaire à l'Office par pli recommandé à la poste.

A peine d'irrecevabilité, la demande contient les renseignements visés aux 1° à 9° du présent alinéa :

- 1° l'indication des jours, mois et an;
- 2° les noms, prénoms, profession, domicile du demandeur et, s'il s'agit d'un préjudice par répercussion, de la victime directe;
- 3° la description de toutes les circonstances qui entourent la survenance des dommages et leur manifestation;
- 4° les éléments permettant d'identifier les éventuels responsables, et si possible :
  - a) leurs noms, prénoms, professions, domicile et nationalité, s'il s'agit d'une personne physique;
  - b) leur dénomination et siège social s'il s'agit d'une personne morale;
- 5° une copie de la plainte adressée aux autorités compétentes et de l'acte introductif d'instance visant à obtenir réparation de tout ou partie des dommages subis;
- 6° les informations et pièces justificatives nécessaires à l'établissement et à l'évaluation du dommage;
- 7° l'indication du montant de la réparation postulée;
- 8° l'indication des ressources financières du demandeur;
- 9° la signature du demandeur ou de son conseil.

Doivent être communiqués à l'Office si possible au moment de l'introduction de la demande, et en tout état de cause en cours de procédure ou même après la décision définitive :

- 1° une copie de toute décision judiciaire qui serait intervenue sur l'action publique et/ou sur l'action civile;
- 2° toutes les pièces justificatives du dommage dont réparation est postulée;
- 3° une copie des documents attestant des indemnités perçues et des demandes introduites en vue de percevoir de telles indemnités, notamment les déclarations de sinistre;
- 4° la liste et, dans la mesure du possible, la copie des contrats d'assurance souscrits par la victime ou par toute autre personne dont elle ou ses ayants droit seraient bénéficiaires et dont le demandeur aurait connaissance, ainsi que des contrats de travail liant la victime depuis qu'elle a subi le dommage.

La demande doit être terminée par les mots : « J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète ».

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Dans les huit jours de la réception de la demande, l'Office informe par pli recommandé le demandeur du caractère recevable ou non de sa demande.

Si la demande est irrecevable, l'Office indique les renseignements manquants.

Si la demande est recevable, l'Office en informe le Ministre par pli ordinaire et procède à l'instruction de la demande.

A cette fin, il peut proposer de recourir à une expertise amiable contradictoire.

Si l'Office ne s'est pas prononcé dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la demande est considérée comme recevable.

§ 2. L'Office élabore un rapport écrit dans les six mois de la notification du caractère recevable de la demande. Ce rapport est accompagné d'une proposition d'indemnisation ou de refus d'indemnisation.

Passé ce délai, la proposition d'indemnisation est censée être faite au montant maximum visé à l'article 5.

§ 3. Le rapport et la proposition visées au § 2 sont adressés par lettre recommandée simultanément au demandeur et au président de la commission visée à l'article 9 dans un délai de huit jours à dater de leur élaboration.

§ 4. La commission émet son avis dans les quarante-cinq jours de sa saisine conformément au § 3. Le demandeur peut adresser à la commission un mémoire en réplique dans un délai de vingt jours à dater de la réception du rapport et de la proposition. S'il le souhaite, il est entendu par la commission.

§ 5. Dans un délai de quarante-cinq jours à dater de l'avis visé au § 4, l'Office transmet une proposition motivée d'indemnisation ou de refus d'indemnisation au Ministre, ainsi que, le cas échéant, le montant de la réparation proposée. Il joint l'avis visé au § 4.

Lorsque des éléments d'information complémentaire doivent être recueillis, l'Office peut, décider de proroger le délai endéans lequel il transmet la proposition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sans que ce délai ne puisse excéder soixante jours.

Le Ministre notifie sa décision au demandeur et à son conseil par pli recommandé à la poste avec accusé de réception dans les trente jours qui suivent la réception de la proposition de l'Office.

Si la demande est accueillie, l'arrêté précise quels sont les chefs de préjudice que l'indemnité entend réparer et à concurrence de quels montants.

**Art. 9.** Il est créé une commission d'avis en matière d'indemnisation chargée de remettre un avis sur les demandes visées à l'article 7.

Cette commission est composée de trois personnalités choisies par le Ministre en raison de leur compétence particulière en matière d'indemnisation et d'évaluation des dommages dans les domaines juridique, médical et immobilier.

Les mandats sont attribués pour une période de cinq ans à dater de la notification de l'arrêté ministériel de désignation.

Le président est désigné par le Ministre. Le secrétariat de cette commission est assuré par un membre de l'Office.

La commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre. Ce règlement précise en tout cas les modalités de convocation aux réunions, d'établissement de l'ordre du jour, d'établissement et d'approbation des procès-verbaux et autres documents émis au nom de la commission.

**Art. 10.** En cas de danger pour la santé publique, la sécurité publique ou l'environnement en général, le Ministre peut imposer à la victime d'affecter tout ou partie de l'indemnité attribuée en réparation d'un dommage causé à ses biens, au financement des mesures de remise en état ou des mesures de sauvegarde qu'il prescrit relativement auxdits biens. Dans cette hypothèse, le paiement de l'indemnité peut être subordonné à la production de factures ou de devis relatifs aux mesures qui ont été prises ou qui le seront.

**Art. 11.** Lorsque le Ministre a statué au fond, la victime ne peut adresser une nouvelle demande d'indemnisation à l'Office à raison des mêmes faits dommageables. Toutefois, si la victime établit l'existence d'un préjudice nouveau, inconnu au moment où la décision a été rendue et qui n'a pas été pris en considération au cours de l'instance précédente, la décision antérieure ne fait pas obstacle à une nouvelle demande pour autant que le montant de l'indemnité précédemment allouée n'ait pas atteint les limites visées à l'article 5.

Lorsqu'au moment où le Ministre statue, il existe de sérieuses raisons de croire que le préjudice subi pourrait s'aggraver dans l'avenir sans que cette aggravation soit certaine, le requérant peut demander d'acter des réserves dans la décision. Ces réserves doivent être précises et limitées. La demande tendant à faire statuer sur les réserves est recevable pendant dix ans à compter du prononcé.

#### CHAPITRE V. — *Sanctions*

**Art. 12.** Le Ministre exige le remboursement total ou partiel de l'indemnité qu'il a versée à la victime ou à ses ayants droit :

1° lorsque le demandeur a commis un ou plusieurs actes frauduleux aux fins d'obtenir l'indemnité;

2° lorsque la décision du Ministre a été rendue sur la base d'affirmations ou de documents, qui s'avèrent ultérieurement falsifiés ou inexacts. Le remboursement ne peut avoir lieu que si une négligence peut être reprochée au demandeur;

3° lorsque les conditions de l'affectation de l'indemnité visée à l'article 10 du présent arrêté n'ont pas été respectées, hormis le cas de force majeure;

4° lorsque les documents visés par l'article 7, alinéa 3 du présent arrêté n'ont pas été communiqués dans un délai raisonnable. Le remboursement ne peut être réclamé que si une négligence peut être reprochée au demandeur.

#### CHAPITRE VI. — *Prescription*

**Art. 13.** La demande en réparation se prescrit dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle le demandeur a eu connaissance, ou aurait raisonnablement dû avoir connaissance du dommage.

Aucune demande ne peut être introduite après un délai de dix ans à compter de la date à laquelle s'est produit l'événement qui a causé le dommage. Lorsque l'événement consiste en un fait continu, le délai de dix ans court à partir de la fin de ce fait. Lorsque l'événement consiste en une succession de faits ayant la même origine, le délai de dix ans court à partir du dernier de ces faits. S'agissant d'un centre d'enfouissement technique, le délai de dix ans court à partir du premier jour qui suit la fin de la période de maintenance, de surveillance et de contrôle visée par l'article 19, § 5 du décret.

#### CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

**Art. 14.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 novembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D. 98 — 3348

[C - 98/27680]

### 5. NOVEMBER 1998 — **Erlaß der Wallonischen Regierung über die Regelungen der Entschädigung durch die Wallonische Region der durch Abfälle verursachten Schäden**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 44;  
Aufgrund des am 10. Juni 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;  
Aufgrund des am 6. Oktober 1997 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;  
Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle;  
Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;  
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Gemäß dem vorliegenden Erlaß versteht man unter:

1° "Dekret": das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° "Amt": das in Artikel 34 des Dekrets erwähnte "Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle);

3° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

#### KAPITEL II — *Anwendungsbereich*

**Art. 2** - § 1. Es steht dem Antragsteller auf Entschädigung zu, nachzuweisen, daß er einen durch Abfälle verursachten Schaden erlitten hat.

§ 2. Im Sinne des vorliegenden Erlasses können folgende Schäden Anlaß zu einer Entschädigung geben:

1° Schäden, deren erste objektive Erscheinung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses festgestellt wird;

2° Schäden, die nicht in Punkt 1° aufgeführt sind und deren Entschädigung die Regierung durch einen in Zusammenhang mit der Ernsthaftigkeit der Lage stehenden begründeten Beschluß genehmigt.

§ 3. Im Sinne des vorliegenden Erlasses können folgende Schäden nicht Anlaß zu einer Entschädigung geben:

1° Schäden, auch immaterielle Schäden, die sich aus der zeitweiligen Erwerbsunfähigkeit ergeben, sowie die damit verbundenen Kosten jeder Art;

2° Schäden, die sich aus der dauernden Erwerbsunfähigkeit um weniger als 15 % ergeben, und die damit verbundenen Kosten jeder Art;

3° Schäden, die sich direkt aus dem Absturz von Abfällen und aus dem auf die Anwesenheit von Abfällen zurückzuführenden Zusammenstoß oder Aufprall ergeben;

4° Schäden an der die Ursache der Verschmutzung darstellenden Anlage oder Schäden an den Vermögensgegenständen, die sich auf dem Gelände dieser Anlage befinden und unter der Aufsicht des Betreibers stehen;

5° die sich aus den materiellen Nachteilen ergebenden Folgeschäden nach Studien, Analysen, Probeentnahmen oder Arbeiten, die von den öffentlichen Behörden im Rahmen der Abfallpolitik oder der Wiederinstandsetzung von verseuchten Geländen durchgeführt werden;

6° die Ausgleichs- und Verzugszinsen.

§ 4. Damit der Schaden im Sinne des vorliegenden Erlasses Anlaß zu einer Entschädigung geben kann, muß er:

1° sich aus der Verletzung eines persönlichen und rechtmäßigen Interesses ergeben;

2° konkret sein;

3° nicht bereits Gegenstand einer Entschädigung infolge der Einschaltung einer Einrichtung des öffentlichen oder privaten Rechts gewesen sein;

4° auf dem Gebiet der Region erlitten worden sein.

Es wird davon ausgegangen, daß der Schaden auf dem Gebiet der Region erlitten wurde, wenn sich der Geschädigte zu dem Zeitpunkt, zu dem er den schädlichen Wirkungen der Abfälle ausgesetzt war, auf diesem Gebiet befand. Im Falle eines mittelbaren Schadens muß diese Bedingung seitens des unmittelbaren Geschädigten nachgeprüft werden.

**Art. 3** - In der Beweiswürdigung des ursächlichen Zusammenhangs wird das durch das Vorhandensein von Abfällen in der Umgebung des Geschädigten bedingte erhöhte Risiko, den Schaden zu verursachen, berücksichtigt.

Es steht der geschädigten Person zu, auf glaubwürdige Weise den Zusammenhang zwischen ihrer Niederlassung oder ihrem Aufenthalt in der Wallonischen Region und dem Schaden, auf den sie sich beruft, nachzuweisen.

#### KAPITEL III — *Bewertungsregeln*

**Art. 4** - Bei der Bewertung der Schäden werden die Kriterien und Verfahren in Sachen Entschädigung zugrunde gelegt, die nach dem gemeinen Recht der Haftpflicht anwendbar sind.

Was die Höhe der Entschädigung anbelangt, ist der Minister jedoch nicht an den Grundsatz der vollen Entschädigung gebunden. Er entscheidet nach Billigkeit, und zwar unter Berücksichtigung aller Umstände, insbesondere des Ausmaßes und der Schwere der verletzten Interessen, der Gefahren, denen die öffentliche Sicherheit, die öffentliche Gesundheit oder die Umwelt aufgrund des Ausbleibens oder der Verzögerung einer Entschädigung ausgesetzt wären, sowie der Finanzmittel der Geschädigten.

**Art. 5** - Der Betrag der von dem Minister zugeteilten Entschädigung darf folgende Grenzen nicht überschreiten:

1° eine Million BEF je Geschädigten für die Schäden, die sich aus der Beeinträchtigung der körperlichen Integrität ergeben, einschließlich der immateriellen Schäden;

2° sechshunderttausend BEF je Geschädigten für die Schäden, die sich aus der Beeinträchtigung der Vermögensgegenstände ergeben, mit Ausnahme der mittelbar erlittenen immateriellen Schäden.

#### KAPITEL IV — *Verfahren*

**Art. 6** - Bevor der Antragsteller seinen Antrag einreicht, muß er:

1° bei den zuständigen Behörden Strafanzeige erstattet haben;

2° vor seinem Entschädigungsantrag alle zivilrechtlichen Klagen eingereicht haben, durch die es möglich ist, eine Entschädigung für die von den Abfällen verursachten Schäden zu erhalten, vorausgesetzt, daß diese Klagen vernünftige Erfolgsaussichten bieten.

**Art. 7** - Der Entschädigungsantrag wird in zweifacher Ausfertigung per Einschreiben bei der Post an das Amt gerichtet.

Unter der Gefahr der Unzulässigkeit enthält der Antrag die in den Punkten 1° bis 9° des vorliegenden Absatzes erwähnten Auskünfte:

1° die Angabe der Tage, des Monats und des Jahres;

2° Name, Vornamen, Beruf, Wohnsitz des Antragstellers und, falls es sich um einen mittelbaren Schaden handelt, des unmittelbaren Geschädigten;

3° die Beschreibung sämtlicher Umstände, die mit der Entstehung der Schäden und deren Erscheinung verbunden sind;

4° die Elemente, die die Identifizierung der eventuellen Verantwortlichen ermöglichen, und unter Umständen:

a) deren Namen, Vornamen, Berufe, Wohnsitze und Staatsangehörigkeiten, wenn es sich um natürliche Personen handelt;

b) deren Firmenname und Gesellschaftssitz, wenn es sich um eine juristische Person handelt;

5° eine Abschrift der an die zuständigen Behörden gerichteten Strafanzeige und des verfahrenseinleitenden Schriftstücks, das auf die Entschädigung für die gesamten oder teilweisen erlittenen Schäden abzielt;

6° die Informationen und Belege, die für die Feststellung und Bewertung des Schadens erforderlich sind;

7° die Angabe des Betrags der beantragten Entschädigung;

8° die Angabe der Finanzmittel des Antragstellers;

9° die Unterschrift des Antragstellers oder dessen Beraters.

Folgende Unterlagen müssen dem Amt möglichst zum Zeitpunkt der Antragstellung, auf alle Fälle jedoch im Laufe des Verfahrens oder auch nach der endgültigen Entscheidung übermittelt werden:

1° eine Abschrift jeglicher Gerichtsentscheidung, die auf die öffentliche Klage und/oder Zivilklage gefolgt wäre;

2° jegliche Belege des Schadens, für den eine Entschädigung beantragt wird;

3° eine Abschrift der Unterlagen, die die bereits vereinnahmten Entschädigungen bescheinigen, und der eingereichten Anträge, in denen die Einnahme derartiger Entschädigungen beabsichtigt wird, insbesondere die Schadensanmeldungen;

4° die Liste, und nach Möglichkeit, die Abschrift der Versicherungsverträge, die von dem Geschädigten oder jeder anderen Person, von der er oder seine Angehörigen empfangsberechtigt sind, abgeschlossen wurden, sowie der Arbeitsverträge, an die der Geschädigte seit dem erlittenen Schaden gebunden ist.

Der Antrag muß mit folgenden Worten enden: "Hiermit versichere ich auf Ehrenwort die Aufrichtigkeit und Vollständigkeit dieser Erklärung. »

**Art. 8 - § 1.** Innerhalb von acht Tagen nach Eingang des Antrags informiert das Amt per Einschreiben den Antragsteller über die Zulässigkeit oder Unzulässigkeit seines Antrags.

Falls der Antrag unzulässig ist, weist das Amt darauf hin, welche Angaben fehlen.

Wenn der Antrag zulässig ist, teilt das Amt dem Minister dies mit einfachem Schreiben mit und leitet die Untersuchung des Antrags ein.

Zu diesem Zweck kann das Amt vorschlagen, ein freiwillig vereinbartes kontradiktorisches Sachverständigengutachten einzuholen.

Wenn das Amt innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Frist nicht Stellung genommen hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet.

§ 2. Das Amt arbeitet innerhalb von sechs Monaten ab der Zustellung der Zulässigkeit des Antrags einen schriftlichen Bericht aus. Diesem wird ein Entschädigungsvorschlag oder eine Entschädigungsverweigerung beigefügt.

Nach Ablauf dieser Frist gilt als Entschädigung der in Artikel 5 erwähnte Höchstbetrag.

§ 3. Der in § 2 erwähnte Bericht und Vorschlag werden innerhalb von acht Tagen ab deren Ausarbeitung per Einschreiben gleichzeitig an den Antragsteller und den Vorsitzenden des in Artikel 9 erwähnten Ausschusses gerichtet.

§ 4. Der Ausschuß gibt gemäß § 3 innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab seiner Anrufung sein Gutachten ab. Der Antragsteller kann dem Ausschuß innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Eingang des Berichts und des Vorschlags einen Erwiderrungsschriftsatz zusenden. Er kann auf Wunsch von dem Ausschuß angehört werden.

§ 5. Innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem in § 4 erwähnten Gutachten übermittelt das Amt dem Minister einen begründeten Entschädigungsvorschlag oder eine begründete Entschädigungsverweigerung, und gegebenenfalls den Betrag der vorgeschlagenen Entschädigung. Er fügt das in § 4 erwähnte Gutachten bei.

Falls zusätzliche Erkundigungen eingeholt werden müssen, kann das Amt beschließen, die Frist zu verlängern, binnen welcher es den in Absatz 1 erwähnten Vorschlag übermittelt, wobei diese Frist sechzig Tage nicht überschreiten darf.

Der Minister übermittelt dem Antragsteller und dessen Berater seinen Beschluß innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Vorschlags des Amtes per Einschreiben bei der Post.

Wenn dem Antrag stattgegeben wird, steht in dem Erlaß fest, in welchen Punkten des Schadens und bis zu welchen Beträgen es gilt, die Entschädigung zuzusprechen.

**Art. 9 -** Es wird ein beratender Ausschuß in Sachen Entschädigung gebildet, der damit beauftragt wird, ein Gutachten über die in Artikel 7 erwähnten Anträge abzugeben.

Dieser Ausschuß setzt sich aus drei Persönlichkeiten zusammen, die von dem Minister auf Grund ihrer besonderen Fachkenntnisse in Sachen Entschädigung und Bewertung von Schäden in den Bereichen des Rechtswesens, der Medizin und der Immobilien auserwählt werden.

Die Mandate werden für einen Zeitraum von fünf Jahren ab der Zustellung des Ministerialerlasses erteilt, durch die betreffenden Personen bezeichnet wurden.

Der Vorsitzende wird durch den Minister ernannt. Das Sekretariat dieses Ausschusses wird von einem Mitglied des Amtes übernommen.

Der Ausschuß verabschiedet die allgemeine Dienstordnung, die der Zustimmung des Ministers unterliegt. In dieser allgemeinen Dienstordnung werden auf alle Fälle die Modalitäten für die Einberufung der Versammlungen, die Aufstellung der Tagesordnung, die Aufnahme und Genehmigung der Protokolle und sonstiger im Namen des Ausschusses ausgestellter Dokumente angegeben.

**Art. 10 -** Bei Gefährdung der öffentlichen Gesundheit, der öffentlichen Sicherheit oder der Umwelt im allgemeinen, kann der Minister dem Geschädigten auferlegen, die Gesamtheit oder einen Teil der für die Entschädigung eines an seinen Vermögensgegenständen verursachten Schadens zugeteilten Entschädigungssumme für die Finanzierung von Instandsetzungs- oder Erhaltungsmaßnahmen bereitzustellen, die er den besagten Vermögensgegenständen vorschreibt. In diesem Fall kann die Auszahlung der Entschädigungssumme dem Vorzeigen von Rechnungen oder Voranschlägen bezüglich dieser Maßnahmen, die vorgeschrieben wurden oder vorzuschreiben sind, unterworfen werden.

**Art. 11 -** Wenn der Minister zur Sache entschieden hat, kann der Geschädigte nicht wieder einen Entschädigungsantrag aufgrund derselben verursachten Schäden an das Amt richten. Falls der Geschädigte jedoch den Nachweis für einen neuen Schaden erbringt, der zu dem Zeitpunkt, zu dem der Beschluß verkündet wurde, unbekannt war und im Laufe der vorhergehenden Verfahren nicht in Betracht gezogen wurde, stellt der vorherige Beschluß für den neuen Schaden kein Hindernis dar, vorausgesetzt, daß der zuvor gewährte Entschädigungsbetrag die in Artikel 5 erwähnten Grenzen nicht erreicht hat.

Wenn zu dem Zeitpunkt, zu dem der Minister die Entscheidung getroffen hat, ernsthafte Gründe zur Annahme bestehen, daß der erlittene Schaden sich in Zukunft verschlimmern könnte, ohne daß diese Verschlimmerung eindeutig feststeht, kann der Ersuchende beantragen, daß in dem Beschluß Schadensreserven zu Protokoll genommen werden. Diese Reserven müssen genau bestimmt und begrenzt werden. Der Antrag, der darauf abzielt, über die Reserven zu entscheiden, ist während zehn Jahren ab der Urteilsverkündung zulässig.

#### KAPITEL V — Strafen

**Art. 12 -** Der Minister fordert die Gesamtheit oder einen Teil der Entschädigungssumme zurück, die er dem Geschädigten oder dessen Bezugsberechtigten ausgezahlt hat:

1° wenn der Antragsteller sich eine oder mehrere betrügerische Handlungen zuschulden kommen ließ, um die Entschädigung zu erhalten;

2° wenn der Beschluß des Ministers auf der Grundlage von Aussagen oder Dokumenten verkündet wurde, die sich nachträglich als gefälscht oder unwahr herausstellen. Die Rückerstattung kann lediglich dann stattfinden, wenn dem Antragsteller ein Versäumnis vorgeworfen werden kann;

3° wenn die Bedingungen für die Zuteilung der in Artikel 10 des vorliegenden Erlasses erwähnten Entschädigung nicht erfüllt wurden, außer in Fällen höherer Gewalt;

4° wenn die in Artikel 7, Absatz 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Dokumente nicht innerhalb eines angemessenen Zeitraums übermittelt wurden. Die Rückerstattung kann lediglich dann verlangt werden, wenn dem Antragsteller ein Versäumnis vorgeworfen werden kann.

KAPITEL VI — *Verjährung*

**Art. 13** - Der Entschädigungsantrag verjährt innerhalb von drei Jahren ab dem Datum, an dem der Antragsteller von dem Schaden Kenntnis genommen hat, oder vernünftigerweise hätte Kenntnis nehmen müssen.

Es kann kein Antrag nach einer Frist von zehn Jahren ab dem Datum, an dem der den Schaden verursachende Vorfall stattgefunden hat, eingereicht werden. Falls es sich bei dem Vorfall um einen anhaltenden Tatbestand handelt, läuft die Zehnjahresfrist ab dem Ende dieses Tatbestands. Falls es sich bei dem Vorfall um eine Aufeinanderfolge von Tatbeständen gleichen Ursprungs handelt, läuft die Zehnjahresfrist vom letzten dieser Tatbestände an. Bei einem technischen Vergrabungszentrum läuft die Zehnjahresfrist ab dem ersten Tag, der auf das Ende des in Artikel 19, § 5 des Dekrets erwähnten Zeitraums der Instandhaltung, Überwachung und Kontrolle folgt.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

**Art. 14** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 5. November 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

—————  
VERTALING

N. 98 — 3348

[C - 98/27680]

**5 NOVEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de voorwaarden waaronder het Waalse Gewest vergoedingen verleent  
voor schade die door afvalstoffen wordt aangericht**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 44;  
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juni 1997;  
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 oktober 1997;  
Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie;  
Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving***

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- 2° Dienst : de in artikel 34 van het decreet bedoelde "Office wallon des Déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen);
- 3° Minister : de Minister van Leefmilieu.

**HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied***

**Art. 2 - § 1.** De persoon die om schadevergoeding verzoekt, moet het bewijs leveren dat de door hem geleden schade te wijten is aan afvalstoffen.

§ 2. In de zin van dit besluit kan een vergoeding worden verleend :

- 1° voor schade die voor de eerste keer objectief wordt vastgesteld na de inwerkingtreding van dit besluit;
- 2° voor andere schade dan die bedoeld in 1°, waarvoor de Regering de vergoeding goedkeurt bij een met redenen omklede beslissing die genomen wordt op grond van de ernst van de toestand.

§ 3. In de zin van dit besluit wordt geen vergoeding verleend :

- 1° voor schade, zij het immateriële, die te wijten is aan een tijdelijke ongeschiktheid, en voor de kosten die eraan verbonden zijn, van welke aard ook;
- 2° voor schade die te wijten is aan een voortdurende ongeschiktheid van minder dan 15 %, en voor de kosten die eraan verbonden zijn, van welke aard ook;
- 3° voor schade die rechtstreeks is veroorzaakt door omvervallende afvalstoffen, een stoot of een schok die te wijten is aan de aanwezigheid van afvalstoffen;
- 4° voor schade aangericht aan de installatie die de verontreiniging heeft veroorzaakt, of voor schade aangericht aan goederen die zich op de site van de installatie bevinden en onder het toezicht van de exploitant staan;
- 5° voor materiële schade als gevolg van onderzoeken, analyses, monsternameingen of werken die door de overheid worden uitgevoerd in het kader van het afvalbeleid of van de sanering van besmette sites;

6° voor compenserende en moratoriumsinteressen.

§ 4. In de zin van dit besluit wordt een vergoeding verleend als de schade :

- 1° een persoonlijk en wettig belang heeft gekrenkt;
- 2° vastgesteld is;
- 3° nog niet is vergoed door toedoen van een publiek- of privaatrechtelijke instelling;
- 4° op het grondgebied van het Gewest is geleden.

Er wordt van uitgegaan dat de schade op het grondgebied van het Gewest wordt geleden als de benadeelde persoon zich daar bevindt als hij wordt blootgesteld aan de schadelijke gevolgen van de afvalstoffen. Als de schade onrechtstreeks is aangericht, moet worden nagegaan of de rechtstreeks benadeelde persoon aan deze voorwaarde voldoet.

**Art. 3.** Bij het beoordelen van het bewijs dat er een oorzakelijk verband bestaat, wordt rekening gehouden met het feit dat het gevaar op het ontstaan van schade die te wijten is aan de aanwezigheid van afvalstoffen, groter is in de nabijheid van de benadeelde persoon.

De benadeelde persoon moet een geloofwaardige band leggen tussen zijn vestiging of verblijf in het Waalse Gewest en de schade die hij inroept.

#### HOOFDSTUK III. — *Schattingsregels*

**Art. 4.** De schade wordt geschat aan de hand van de schadevergoedingscriteria en -methodes die van toepassing zijn in het algemene recht op het vlak van de wettelijke aansprakelijkheid.

Wat de omvang van de schadevergoeding betreft, is de Minister echter niet gehouden aan het beginsel van de volledige schadevergoeding. Hij doet uitspraak naar billijkheid, met inachtneming van alle omstandigheden, onder meer de omvang en de ernst van de aan de belangen berokkende schade, het gevaar dat een gebrek aan schadevergoeding of een laattijdige schadevergoeding zou inhouden voor de openbare veiligheid, de openbare gezondheid of het leefmilieu, alsmede de financiële middelen van de benadeelden.

**Art. 5.** Het bedrag van de door de Minister toegekende vergoeding mag niet hoger zijn dan :

1° één miljoen frank per benadeelde voor schade die te wijten is aan de krenking van de fysieke integriteit, met inbegrip van immateriële schade;

2° zeshonderdduizend frank per benadeelde voor schade die te wijten is aan de beschadiging van goederen, met uitzondering van de onrechtstreeks geleden immateriële schade.

#### HOOFDSTUK IV. — *Procedure*

**Art. 6.** Vooraleer zijn aanvraag in te dienen, moet de aanvrager :

1° een klacht hebben neergelegd bij de bevoegde overheden;

2° alle burgerrechtelijke vorderingen hebben ingesteld om vergoed te worden voor de door de afvalstoffen aangerichte schade, voor zover hij een redelijke kans maakt in het gelijk te worden gesteld.

**Art. 7.** De aanvraag om schadevergoeding wordt bij ter post aangetekende brief in tweevoud aan de Dienst gestuurd.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid worden de volgende gegevens in de aanvraag vermeld :

1° de dag, de maand en het jaar;

2° de naam, de voornaam, het beroep, de woonplaats van de aanvrager en van de rechtstreeks benadeelde, als het om een onrechtstreekse schade gaat;

3° een nauwkeurige omschrijving van de omstandigheden waarin de schade is opgetreden en zich heeft geuit;

4° de gegevens voor de identificatie van de eventuele verantwoordelijken en, indien mogelijk :

a) de naam, de voornaam, het beroep, de woonplaats en de nationaliteit als het om een natuurlijke persoon gaat;

b) de benaming en de maatschappelijke zetel als het om een rechtspersoon gaat;

5° een afschrift van de bij de bevoegde overheden ingediende klacht en van de inleidende dagvaarding om vergoed te worden voor het geheel of een gedeelte van de geleden schade;

6° de nodige gegevens en bewijsstukken voor de bepaling en de schatting van de schade;

7° het bedrag van de aangevraagde schadevergoeding;

8° de financiële middelen van de aanvrager;

9° de handtekening van de aanvrager of van zijn raadsman.

De volgende stukken moeten zo mogelijk bij de indiening van de aanvraag en, in elke stand van het geding, in de loop van de procedure of zelfs na de definitieve beslissing aan de Dienst worden gestuurd :

1° een afschrift van elk vonnis uitgesproken over de strafvordering en/of de burgerlijke rechtsvordering;

2° alle bewijsstukken van de schade waarvoor een vergoeding wordt aangevraagd;

3° een afschrift van alle stukken waaruit blijkt dat vergoedingen werden ontvangen, en van de vergoedingsaanvragen, met name de melding van de schadegevallen;

4° de lijst en, indien mogelijk, het afschrift van de verzekeringsovereenkomsten aangegaan door de benadeelde of door elke andere persoon, waarop hij of zijn rechtsopvolgers recht zouden hebben en waarvan de aanvrager kennis zou hebben, alsmede de arbeidsovereenkomsten waarbij de benadeelde gebonden is sinds hij de schade heeft geleden.

De aanvraag moet eindigen met de woorden : "Ik verklaar op mijn erewoord dat deze verklaring oprecht en volledig is".

**Art. 8.** § 1. Binnen acht dagen na ontvangst van de aanvraag laat de Dienst de aanvrager bij aangetekende brief weten of de aanvraag al dan niet ontvankelijk is.

Als de aanvraag niet ontvankelijk is, wijst de Dienst op de ontbrekende gegevens.

Als de aanvraag ontvankelijk is, stelt de Dienst de Minister daarvan in kennis bij eenvoudig schrijven en behandelt hij de aanvraag.

Daartoe kan hij voorstellen een minnelijke expertise op tegenspraak uit te voeren.

Als de Dienst zich niet uitspreekt binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, wordt de aanvraag geacht ontvankelijk te zijn.

§ 2. De Dienst maakt een schriftelijk verslag op binnen zes maanden na te hebben meegedeeld dat de aanvraag ontvankelijk is. Dit verslag gaat vergezeld van een voorstel tot vergoeding of tot vergoedingsweigering.

Na afloop van deze termijn wordt er van uitgegaan dat het voorstel tot vergoeding tegen het in artikel 5 bedoelde bedrag is gedaan.

§ 3. Het verslag en het voorstel bedoeld in § 2 worden binnen acht dagen na de opmaking ervan gelijktijdig bij aangetekende brief gericht aan de aanvrager en de voorzitter van de in artikel 9 bedoelde commissie.

§ 4. De commissie brengt advies uit binnen vijfenveertig dagen nadat de aanvraag overeenkomstig § 3 bij haar aanhangig is gemaakt. De aanvrager kan binnen twintig dagen na ontvangst van het verslag en het voorstel een memorie van repliek aan de commissie sturen. Als hij het wenst, wordt hij door de commissie gehoord.

§ 5. De Dienst stuurt binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het in § 4 bedoelde advies een met redenen omkleed voorstel tot vergoeding of tot vergoedingsweigering aan de Minister alsmede, in voorkomend geval, het bedrag van de voorgestelde vergoeding. Hij voegt het in § 4 bedoelde advies erbij.

Als bijkomende gegevens vereist worden, kan de Dienst beslissen de termijn binnen welke hij het in het eerste lid bedoelde voorstel meedeelt, te verlengen. Die termijn mag niet langer lopen dan zestig dagen.

De Minister geeft de aanvrager en zijn raadsman bij ter post aangetekend schrijven kennis van zijn beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van het voorstel van de Dienst.

Als de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, worden de te vergoeden schadeposten en het bedrag van de vergoeding bij het besluit bepaald.

**Art. 9.** Er wordt een adviescommissie inzake schadevergoeding ingesteld, die advies moet uitbrengen over de aanvragen bedoeld in artikel 7.

De adviescommissie is samengesteld uit drie vooraanstaande personen die gekozen worden door de Minister voor hun bijzondere bevoegdheid inzake schadevergoeding en -schatting op het vlak van juridische en medische aangelegenheden, alsmede van onroerende goederen.

De mandaten worden verleend voor een periode van vijf jaar, te rekenen vanaf de kennisgeving van het ministerieel besluit tot benoeming.

De voorzitter wordt door de Minister aangewezen. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een lid van de Dienst.

De commissie maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister. Het reglement bevat hoe dan ook de nadere regels voor de oproeping op de vergaderingen, de opmaak van de agenda, de opmaak en de goedkeuring van de notulen en andere documenten die namens de commissie afgegeven worden.

**Art. 10.** In geval van gevaar voor de openbare gezondheid, de openbare veiligheid of het leefmilieu in het algemeen kan de Minister eisen dat de benadeelde de toegekende schadevergoeding gebruikt voor de financiering van herstelmaatregelen of van maatregelen tot bescherming van de goederen. In dat geval kan de vergoeding betaald worden op vertoon van facturen of bestekken betreffende de genomen of te nemen maatregelen.

**Art. 11.** Als de Minister zich ten gronde heeft uitgesproken, mag de benadeelde de Dienst niet vragen om een nieuwe vergoeding voor dezelfde schade. Als de benadeelde evenwel het bewijs levert van nieuwe schade, die niet gekend was toen de beslissing werd genomen, en waarmee geen rekening werd gehouden tijdens het vorige geding, is de vorige beslissing geen beletsel voor een nieuwe aanvraag, voor zover het bedrag van de reeds toegekende vergoeding niet hoger is dan het bedrag bedoeld in artikel 5.

Als bij de uitspraak van de Minister ernstige redenen laten vermoeden dat de geleden schade nog erger zou kunnen worden, zonder dat die verergering vaststaat, kan de aanvrager vragen dat in het besluit akte wordt genomen van het voorbehoud. Het voorbehoud moet nauwkeurig en bondig zijn. De vordering tot uitspraak over het voorbehoud, is ontvankelijk gedurende tien jaar, te rekenen vanaf de uitspraak.

#### HOOFDSTUK V. — *Straffen*

**Art. 12.** De Minister eist de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de schadevergoeding die hij aan de benadeelde of aan zijn rechthebbenden heeft gestort :

1° als de aanvrager één of meer bedrieglijke handelingen heeft verricht om de vergoeding te genieten;

2° als de Minister zijn beslissing heeft genomen op grond van verklaringen of documenten waarvan achteraf is gebleken dat ze vervalst of onjuist zijn. De vergoeding moet slechts terugbetaald worden in geval van nalatigheid van de aanvrager;

3° als de vergoeding niet gebruikt wordt voor de bestemming bedoeld in artikel 10 van dit besluit, behoudens in geval van overmacht;

4° als de in artikel 7, derde lid, van dit besluit bedoelde documenten niet worden verstrekt binnen een redelijke termijn. De terugbetaling kan slechts worden geëist als de aanvrager een nalatigheid kan worden verweten.

#### HOOFDSTUK VI. — *Verjaring*

**Art. 13.** De aanvraag om schadevergoeding verjaart binnen een termijn van drie jaar, te rekenen vanaf de datum waarop de aanvrager de schade heeft vastgesteld of ze redelijkerwijs had moeten vaststellen.

Er mag geen aanvraag worden ingediend na een termijn van tien jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het voorval dat aan de basis van de schade ligt, heeft plaatsgevonden. Als het voorval een voortdurend feit is, loopt de termijn van tien jaar vanaf de dag waarop het eindigt. Als het voorval een opeenvolging van feiten is die dezelfde oorsprong hebben, loopt de termijn van tien jaar vanaf de dag waarop het laatste feit heeft plaatsgevonden. Als het om een centrum voor technische ingraving gaat, loopt de termijn van tien jaar vanaf de eerste dag na afloop van de periode van onderhoud, controle en toezicht, bedoeld in artikel 19, § 5, van het decreet.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

**Art. 14.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 november 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN